



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/43/1012

S/20821

29 août 1989

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-troisième session
Point 47 de l'ordre du jour
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-quatrième année

Lettre datée du 28 août 1989, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une lettre datée du 28 août 1989, qui vous est adressée par M. Ozer Koray, représentant de la République turque de Chypre-Nord.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale, au titre du point 47 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Mustafa AKSIN

ANNEXE

Lettre datée du 28 août 1989, adressée au Secrétaire général par
M. Ozer Koray

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la résolution adoptée le 23 août 1989 par l'Assemblée législative de la République turque de Chypre-Nord.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de la résolution jointe comme document de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale, au titre du point 47 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant,

(Signé) Ozer KORAY

APPENDICE

**Résolution adoptée le 23 août 1989 par l'Assemblée législative
de la République turque de Chypre-Nord**

L'Assemblée législative de la République turque de Chypre-Nord a tenu une session extraordinaire du 21 au 23 août 1989 pour faire le point des entretiens intercommunautaires, qui se poursuivent depuis un an, et pour examiner les conditions politiques qui influent sur ces entretiens. Etant donné l'attitude de la partie chypriote grecque, qui compte sur l'intervention de tierces parties et en même temps cherche à éviter des négociations sérieuses et utiles étant donné ses actions, déclarations et exigences, qui sont incompatibles avec l'objectif de réconciliation fondée sur l'égalité politique avec la partie chypriote turque et de création d'un nouvel Etat de partenaires dans un cadre fédéral, et étant donné ses actes d'hostilité et d'agression contre la zone tampon et notre territoire, qui se sont intensifiés au cours de l'année écoulée, l'Assemblée législative de la République :

Considérant qu'il n'y a pas et ne saurait y avoir de document non négocié à examiner, alors que la partie chypriote grecque, prétendant à tort qu'un document qui n'est pas le résultat d'entretiens directs pourrait servir de base aux négociations, emploie la propagande et d'autres méthodes incompatibles avec l'esprit de négociations véritables,

Considérant que la partie chypriote grecque continue d'avoir une position manifestement contraire au but des négociations, en ce sens qu'elle

- Persiste à mener une campagne massive de réarmement et d'accroissement de la puissance militaire dans le sud de Chypre;
- Commet des actes de provocation incompatibles avec l'esprit de coexistence pacifique et ravive le désir d'Enosis (rattachement à la Grèce) qui a fait le malheur de Chypre;
- Organise des actes d'agression sous la supervision de la police chypriote grecque et de soldats déguisés en civils, portant ainsi atteinte à l'intégrité de la zone tampon et de nos frontières;
- Poursuit et intensifie sa politique et sa propagande d'hostilité à l'égard des Turcs et insiste sur le maintien d'un embargo inhumain dans les domaines économique, commercial, culturel et sportif ainsi que dans celui des domaines des transports et des communications contre le peuple chypriote turc,

Ayant établi que la partie chypriote grecque n'accepterait aucun élément de solution concret qui soit vital pour la partie chypriote turque et qu'elle était déterminée à créer un cadre conçu uniquement pour répondre aux exigences des Chypriotes grecs et, de cette manière, à abroger notamment le principe de la bizonalité et à revenir au schéma de peuplement d'avant 1974, proclame ce qui suit :

1. Nous ne pouvons consentir à la résurrection, sous l'apparence d'une "fédération", d'un Etat ou d'un gouvernement qui a cessé d'exister en 1963, du fait de l'attaque chypriote grecque, et que la partie chypriote grecque a ensuite déclaré "mort et enterré". Toute initiative ou proposition reposant sur l'hypothèse qu'un tel Etat ou gouvernement existe encore est inacceptable.

2. Le peuple chypriote turc, qui a ses propres origines ethniques, sa langue maternelle, ses traditions culturelles et sa religion, est une entité nationale entièrement différente des Chypriotes grecs. En tant que peuple distinct de la communauté chypriote grecque, les Chypriotes turcs ont un droit inaliénable et imprescriptible à l'autodétermination qu'ils ont exercé en 1960 pour établir, avec les Chypriotes grecs, une République de partenaires, laquelle a été détruite en 1963. L'aile chypriote grecque de la République binationale a, par la force des armes, détruit l'Etat et le Gouvernement et a illégalement occupé le siège du "Gouvernement chypriote". Les Chypriotes turcs ne sont ni les sujets des Chypriotes grecs, ni une minorité en terre chrétienne. Par conséquent, les considérer, eux qui ont été expulsés par la force des armes il y a 26 ans de tous les organes de l'Etat binational, comme les sujets d'un régime entièrement chypriote grec est non seulement contraire à la réalité des faits mais aussi parfaitement injuste à leur égard. Il faut intensifier les efforts déployés pour appeler l'attention de l'opinion publique mondiale sur ce point.

3. Si des conditions propices à une solution qui serait fondée sur la libre volonté des deux peuples de l'île permettent de reprendre les négociations, il faudrait demander à la partie chypriote grecque de reconnaître l'existence juridique, sociale, culturelle et religieuse du peuple turc, puisque c'est avec lui que les Chypriotes grecs signeront tout futur accord.

4. Dans le processus de négociation de l'année dernière, la partie chypriote turque a présenté vingt (20) propositions écrites. Aucune concession ne peut être envisagée sur les points suivants :

- Bizonalité;
- Egalité politique;
- Garanties effectives et adéquates de la Turquie;
- Nos propositions concernant les revendications de propriété de part et d'autre ainsi que des plafonds et moratoires réalistes en matière de liberté d'installation et de droit à la propriété.

Tous ces points sont en effet essentiels si l'on veut préserver les droits et intérêts légitimes du peuple chypriote turc.

5. A trois reprises depuis 1955, les Turcs de Chypre sont-ils devenus des réfugiés sur leurs propres terres à la suite de la campagne des Chypriotes grecs pour le rattachement à la Grèce, et ce n'est qu'après l'opération de paix de 1974 qu'ils se sont regroupés dans le Nord et qu'ils ont pu connaître la liberté, la paix et la vie dans la dignité. Il n'y a pas la moindre chance qu'ils acceptent

une démarche qui porterait atteinte au principe de la bizonalité et aurait pour effet de les déraciner une fois encore et d'en faire des réfugiés pour la quatrième fois.

6. Il importe de rappeler que le peuple chypriote turc a un droit inaliénable et imprescriptible à l'autodétermination, qui ne peut être ni dénié ni rejeté, et il convient de souligner que l'accord futur reposera sur ce droit.

7. L'exercice de ce droit par le peuple chypriote turc est à l'origine de la création de la République turque de Chypre-Nord, et les droits et les pouvoirs énoncés dans sa constitution doivent être respectés, préservés et protégés.

8. On ne peut fermer les yeux sur la réalité de la République turque de Chypre-Nord et il est inacceptable d'essayer de le faire.

9. Il convient de souligner que les décisions unilatérales prises dans les instances internationales à l'instigation de la partie chypriote grecque sont en contradiction avec les principes les plus élémentaires de justice et qu'elles ne sont en rien obligatoires pour la République turque de Chypre-Nord ou la population turque de Chypre.

10. L'égalité en tous points entre les deux parties aux entretiens intercommunautaires doit être assurée.

11. Il ne faut pas oublier que, dans le processus de négociation, nul autre que les deux parties n'a le droit ou le pouvoir de faire des propositions, de présenter des documents ou d'imposer une formulation quelconque. Il faut prévenir toute tentative de pression ou d'ingérence dans le processus de négociation.

12. A l'avenir, il faudra suivre avec la plus grande vigilance tout élément nouveau dans le processus de négociation ainsi que dans les circonstances politiques qui l'influencent, et l'Assemblée législative de la République devrait se réunir de nouveau à la fin octobre pour réévaluer la situation. Le cas échéant, la position qui aura été adoptée dans les négociations devra faire l'objet d'un référendum, à une date qui sera fixée ultérieurement. Pendant toute cette période, il faudra observer attentivement les actions de la partie chypriote grecque en particulier, pour déterminer si, en dehors des actions superficielles visant à lui assurer un avantage politique, elle fait preuve de souplesse ou d'attitude constructive en vue d'éliminer l'hostilité et le manque profond de confiance entre les deux peuples.

13. Compte tenu de ce qui précède et ayant réaffirmé qu'un document qui n'est pas le fruit de négociations directes ne peut en aucun cas être examiné, les négociations peuvent reprendre par dialogue direct entre les deux dirigeants aux fins d'établir un projet de document.
